



## Fêter la libération ... au Chili ?

Ce n'est pas tous les jours qu'un syndicat invite ses membres et le public à s'intéresser aux problèmes du Tiers-Monde. C'est pourtant ce qu'avait fait samedi le 8 septembre 1984 la section de Hollerich-Gasperich-Cessange de l'OGBL en organisant une table ronde consacrée aux problèmes syndicaux au Chili. Et ce qui est plus intéressant encore, son président, M. Raymond Fischbach, a annoncé que sa section a décidé, sur proposition du Cercle culturel féminin Laura Allende, d'assurer le protectorat du mouvement syndical d'une province chilienne, d'y aider à renouveler le syndicalisme libre et à organiser le retour des camarades exilés. Voilà un modèle concret qui pourrait contribuer à propager la problématique du tiers-monde dans le milieu ouvrier luxembourgeois, qui, comme partout en Occident, est très réticent à s'intéresser au sort des camarades des pays pauvres. Hélas, le déroulement de la table ronde a encore

confirmé ce manque d'intérêt: seule une bonne trentaine de personnes s'y était déplacée, malgré la présence de LUIS CRUZ secrétaire à la FGTB et ancien responsable des syndicats libres chiliens en exil, ainsi que et surtout d'ISABEL ALLENDE, la fille du présente Salvador Allende, assassiné le 11 septembre 1973.

Au centre des entretiens, à la table ronde comme à la conférence de presse d'Isabel Allende le 10 septembre au siège du POSL (conférence très peu fréquentée elle aussi), se trouvait naturellement la question de savoir si les manifestations populaires qui se succèdent au Chili depuis un an, et qui ont déjà coûté quelques centaines de morts, réussiront à la longue à renverser la dictature.

LA CATASTROPHE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Pour Luis Cruz la tâche des syndicats est

doublément difficile: ils doivent se battre contre les patrons et contre l'Etat militaire. Ils sont terriblement affaiblis par suite de la détérioration de la situation économique ( cf. J. Balaguer, Chili: Bilan économique, in: "forum" no. 67/1.10.1983, pp. 33-35). Alors que les économistes de l'école de Chicago, appelés par Pinochet, avaient promis le miracle économique pour 1975, leur taylorisme sauvage a conduit le pays dans la catastrophe. Avec 1 milliard de dollars de dette extérieure pour 10 millions d'habitants le Chili détient, selon I. ALLENDE, un record mondial ( dette extér. par hab.). Les 30-35% de chômeurs constituent un autre record qui rend difficile toute solidarité syndicale. Surtout les secteurs du cuivre et de l'automobile sont touchés; ils étaient les anciens bastions des syndicats. La législation sociale a également évolué dans un sens très défavorable: Toute grève est interdite, mais le 'lock-out' est autorisé. Grâce à un retour général au travail à la pièce la durée moyenne du travail est passée de 45 à 48 heures/ semaine. ( Ainsi, p.ex., on impose aux travailleurs de la cueillette de remplir par jour un tel nombre de caisses de fruits qu'il est impossible de l'atteindre en 8 heures.) Le développement du système de la sous-traitance permet d'éviter les contrats de travail à durée illimitée et, grâce à la pression des chômeurs, de réduire les salaires. Une indemnisation des chômeurs n'existe pas. Les licenciements non-motivés sont autorisés; ils concernent bien sûr en premier lieu des meneurs syndicaux ou politiques.

Dans ces conditions toute grève est presque suicidaire, l'Etat intervenant immédiatement avec l'armée en faveur du patron. La grève générale, dont on parle comme point d'aboutissement des manifestations organisées depuis un an au niveau des "poblacion" (quartiers urbains), n'est donc pas pour demain. Une mobilisation simultanée du pays entier reste encore impossible.

N'empêche que L.Cruz aussi bien qu'Isabel Allende sont confiants dans l'avenir. Si au début la bourgeoisie et les classes moyennes ont largement soutenu le gouvernement de Pinochet parce qu'il a renversé le front populaire d'Allende, Pinochet avoue aujourd'hui lui-même que le soutien dont il jouit n'est plus si large qu'à ses débuts. L'évolution économique a entraîné des secteurs entiers des classes moyennes dans la catastrophe. Pinochet ne peut plus compter que

sur la bourgeoisie (et encore ...) l'armée, indéfectible, très professionnelle, ainsi que sur l'appui du gouvernement de R. Reagan qui semble bien être le seul gouvernement démocratique du monde à maintenir son soutien au régime militaire chilien.

Isabel Allende est cependant bien consciente du fait que les défections de plus en plus fréquentes à droite ne constituent pas ipso facto un renforcement de l'opposition traditionnelle de gauche. Mais en affaiblissant la dictature ces défections n'en sont pas moins des pas dans la bonne direction. A notre remarque regrettant que les dissensions au sein de l'opposition chilienne semblent être un des atouts les plus sûrs de Pinochet, I.Allende n'a pas hésité à acquiescer. Elle pense que l'unité de l'opposition doit se faire autour d'un consensus minimal: la chute de la dictature, et ensuite un gouvernement de transition doit rapidement organiser le retour à la démocratie, dont la tradition est ancienne au Chili. Mais, dit-elle, ce ne sera pas facile, car avec la catastrophe, économique que vit le pays actuellement la demande sociale sera tellement explosive après le renversement de Pinochet qu'elle sera très difficile à contenir. Et elle ajoute cette autre remarque: unité de l'opposition ne peut vouloir dire dépassement de toutes les divergences, car celles-ci sont constitutives de la démocratie. La gauche devra accepter qu'à droite aussi des gens ont changé d'opinion, ont compris qu'ils s'étaient trompés. (Qu'une collaboration entre la gauche et la droite au Chili soit difficile, on peut l'observer déjà au Luxembourg: Dans son éditorial commémoratif du 11 sept. 84, lz n'hésite pas à calomnier et la gauche oppositionnelle actuelle et celle au pouvoir avant septembre 1973, de sorte qu'on ne voit plus très bien quel était le vrai but de son article: pourfendre une fois de plus la gauche ( et faire le jeu de Pinochet) ou saluer en toute honnêteté le peuple chilien en lutte contre ces oppresseurs?)

En réponse à une question du "Républicain Lorrain", I.Allende a rendu hommage au travail de l'Eglise: C'est elle qui organise des soupes populaires pour les chômeurs et leurs familles. C'est elle qui leur procure aussi des emplois, certes temporaires, mais utiles à la collectivité et rémunérés (cf. article ci-contre: "Chiles Kinder"). C'est elle encore qui vient en aide, matériellement et moralement, aux millions de fa-



Nicht ein einziger Tropfen!

Und womit soll ich die Suppe kochen?  
Was für eine Suppe willst Du kochen?

Dieses ... äh .. ist ein anderes Problem, das ich lösen muß. ... Aber alles zu seiner Zeit!

milles de prisonniers. Comme au Luxembourg en 1940-44, comme en Pologne depuis 1981, toute cérémonie religieuse, cantiques, processions, ... , prend une allure politique. Si au début un certain divorce se faisait sentir entre la hiérarchie silencieuse et les prêtres à la base, engagés aux côtés du peuple, tel n'est plus le cas aujourd'hui, selon I.Allende. Et elle ne voit pas que des prêtres étrangers ( comme le père Jarlan) risquer leur vie au service du peuple. Mais, là encore elle ne peut supprimer une certaine anxiété: le danger n'est pas à exclure que l'Eglise du Chili soit un jour rappelée à l'ordre comme celle du Nicaragua.

Cette découverte que fait actuellement l'Eglise catholique du monde latino-américain, de ses problèmes, de ses tiraillements, de ses risques d'éruptions révolutionnaires, l'Internationale Socialiste ne vient également que de commencer à la faire. Dominée traditionnellement par l'Europe comme l'Eglise, elle a commencé à construire des relations plus intenses avec l'Amérique Latine, à sortir de son euro-centrisme, et I.Allende y met certains espoirs.

Il est vrai que l'appui que lui a assuré le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, qui a promis d'intervenir en faveur de Jorge Arrage, Edgardo Coneza, Jaime Gazmuri, José Vargas, Eduardo Rojas et Luis Guastavino, qui ont été à deux reprises déjà, refoulés alors qu'ils s'apprêtaient à rentrer dans leur patrie, ne va pas très loin. Pour I.Allende cependant ce droit de vivre dans sa patrie est essentiel, car c'est ainsi que les exilés -bien formés à l'étranger- pourraient venir en aide à l'opposition intérieure, fatiguée, et commencer à reconstruire des structures économiques et politiques pour des lendemains meilleurs.

Luis Cruz et Isabel Allende ont pu assister, lors de leur séjour à Luxembourg, aux festivités organisées pour commémorer la libération du Luxembourg, il y a 40 ans, après 4 ans de dictature nazie. Dans leur patrie la dictature dure depuis 11 ans. Ils ont certainement regretté que la presse luxembourgeoise, les orateurs et hommes politiques n'ont pensé ces derniers jours qu'aux libérateurs américains du Luxembourg, passant sous silence le fait qu'aujourd'hui encore des peuples sont sous le joug de petits ou grands Hitler, et, ce qui est plus grave encore, que nos libérateurs de 1944 semblent malheureusement avoir oublié leurs idéaux de démocratie et de liberté ( à l'instar de l'autre puissance de 1944 qui les a oubliés depuis belle lurette), quand il s'agit d'intérêts économiques ou géopolitiques comme au Chili.

Et pourtant Isabel Allende n'a pas perdu son optimisme quand elle cite les paroles que son père a prononcées peu avant de tomber sous les balles: " Ils ont la force, mais nous avons la raison!"

m.p.

P.S. Le 12 septembre 1984 le "Luxemburger Wort" informe ses lecteurs qu'il n'avait pas été invité à la conférence de presse d'Isabel Allende. "forum" trouve une telle pratique inadmissible et refusera à l'avenir de participer à de telles conférences si toute la presse n'est pas invitée.

Dans nos pays voisins plusieurs groupements de chrétiens ont lancé une campagne publique pour proposer le "Vicariat de la Solidarité" de Santiago de Chili comme candidat au Prix Nobel de la Paix. Le "Vicariat" est un organisme humanitaire créé par l'archevêché de Santiago et qui a pour mission d'enregistrer et de dénoncer tous les cas de violations des droits de l'homme dont il a connaissance et de venir en aide aux victimes et à leurs familles. A plusieurs reprises le général Pinochet a traité les collaborateurs de communistes. Le "Vicariat" est une des seules sources d'information fiables en provenance du Chili et ne peut être interdit par le régime grâce à son étroite dépendance de la hiérarchie catholique.

"forum" se rallie à cette campagne et demande aux partis présents à la Chambre des Députés de voter dans les meilleurs délais une résolution soutenant au nom des Luxembourgeois cette candidature.



# CHILES KINDER

Wie wir aus erster Hand erfahren, hat eine Serie von Bomben- und Brandanschlägen die BASISGEMEINDEN in den Elendsvierteln von Santiago in Angst und Unruhe versetzt. Allein im Monat Mai fielen in der chilenischen Hauptstadt vier Kirchen solchen Anschlägen zum Opfer.

Die Strategie ist eindeutig: mit TERROR wird versucht, die christlichen Gemeinden einzuschüchtern und sie so aus den Reihen der PROTESTBEWEGUNG gegen die Diktatur herauszuberechen.

Mitglieder einer Elendsviertel-Basisgemeinde mußten mit ansehen, wie morgens um drei bewaffnete Attentäter aus verschiedenen Wagen sprangen, die Scheiben ihrer Kirche zerschlugen und anschließend mit Benzinkanistern das Gotteshaus in Brand setzten.

In der Erklärung, die sie bei einem Gottesdienst in den rauchenden Trümmern ihrer "Capilla" formulierten, schwingt mit, was viele chilenische Basisgemeinden in diesen Tagen empfinden: "Man hat das



in: Le Monde 1.1.1984